

expérience qui a une telle valeur éducative pour d'autres nations à la fois sous l'angle de la politique économique intérieure et internationale.

Je crois que les Canadiens comprennent clairement maintenant pourquoi le gouvernement a décidé de libérer le dollar canadien de la marge d'échange qui lui était imposée auparavant afin de lui permettre de tendre vers un niveau plus élevé et de s'y stabiliser. Cette décision a été fortement approuvée et largement appuyée par les commentateurs internationaux, par les auteurs d'éditoriaux et par les grands économistes. Beaucoup d'hommes d'affaires qui ne peuvent en attendre aucun gain à court terme ont accepté la décision, la déclarant sage et nécessaire.

Le fait est que depuis quelques mois, notre dollar était sous-évalué et des forces considérables se sont liguées pour créer la tendance à le renforcer. Nous avons accumulé un excédent de dollars à la suite de nos relations financières et commerciales avec les autres pays. Cela démontre la confiance que l'on accorde au Canada. Contrairement à ce que certains orateurs ont déclaré, les fonds ne se sont pas précipités au Canada parce que nous avons des taux d'intérêt plus élevés. Si l'on examine les taux d'intérêt à court terme, tels que reflétés par les comptes du Trésor aux États-Unis, ils sont plus élevés qu'au Canada. Le taux des obligations à moyen terme y est également plus élevé qu'au Canada. Nos taux à long terme sont à peu près équivalents. Il ne s'agissait pas d'une influence spéculative du capital au sein du Canada.

La vérité, c'est que depuis quelques années, les Canadiens ont fait beaucoup de placements à court terme à l'étranger. Cet argent est en partie revenu au Canada. En outre, nos municipalités et nos provinces ne se sont pas privées d'emprunter en dehors. Les investisseurs canadiens n'ont pas cessé de témoigner leur confiance au Canada en achetant ces titres et en investissant leur argent dans notre pays. C'est tout le contraire de ce que prétend l'opposition depuis plusieurs mois. Je lui ai signalé qu'elle se trompait en disant que l'argent fuyait le Canada à cause du Livre blanc. En fait, l'argent entre au Canada à un rythme accéléré à cause de la confiance des Canadiens et des étrangers dans l'avenir de l'économie canadienne.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Ce mouvement a abouti à une rentrée considérable de dollars au Canada, particulièrement durant le mois de mai. Nous craignons de voir surgir un fort courant de spéculation, qui aurait été désastreux pour le système de paiements internationaux comme pour la situation financière et économique du pays. Je tiens à signaler aux députés qu'en réponse aux questions, à l'inté-

[L'hon. M. Benson.]

rieur comme à l'extérieur de la Chambre, j'ai toujours insisté, depuis le début de l'année, sur la fermeté de plus en plus grande du dollar canadien, sur la rentrée des fonds et sur les avantages que cela représentait pour nos réserves au pays.

Cet état de choses ne s'est pas produit du jour au lendemain. Il ne s'agissait pas pour nous de remédier à un état d'urgence. Nous avons réfléchi et délibéré sur la question des mois durant. Je regrette profondément que les membres de l'opposition ne se donnent pas la peine de lire ce qui se publie sur nos réserves de change étranger ou même dans les journaux, afin de se rendre compte de la situation du dollar canadien. Si nous n'avions pris dimanche l'initiative de libérer le dollar sur le marché des changes, nous aurions peut-être été obligés d'absorber un débordement de monnaie étrangère et de l'acheter avec des dollars canadiens. Quand les devises qui entrent au Canada dépassent les exigences des investissements des Canadiens à l'étranger, c'est le gouvernement fédéral qui est obligé de les acheter. Et pour ce faire, il lui faut des fonds. Il doit les réunir sur le marché canadien. Il y a sûrement des raisons plus utiles de réunir des fonds pour le marché canadien que celle d'acheter des devises des États-Unis et de les verser dans les réserves de change.

C'eût été une énorme opération financière. Nous aurions été obligés de gonfler la masse monétaire et de repousser les autres emprunteurs canadiens hors du marché pour pouvoir assurer les dollars canadiens voulus pour nos achats en série sur le marché des changes. Nous aurions en réalité...

Une voix: Un état d'urgence.

L'hon. M. Benson: Ce n'est pas un état d'urgence. Cela dure depuis des mois. Je viens de signaler que nos réserves de devises augmentaient tous les mois à raison de 100 ou de 200 millions de dollars. Nous avons utilisé le solde. Nous devons acheter cela.

En fin de compte, en continuant de la sorte nous n'aurions réussi qu'à remettre d'énormes bénéfices inattendus aux spéculateurs, bénéfices payés par les contribuables canadiens. Cela s'est vu dans bien d'autres pays.

L'hon. M. Stanfield: Nous avons entendu tout cela dimanche. Il se fait tard.

L'hon. M. Benson: Je suis très heureux et honoré de ce que vous soyez resté pour m'entendre ce soir. J'espère que vous serez aussi courtois envers moi que je l'ai été envers vous.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre devrait s'adresser à la présidence.